

\$2,710,545 ; le gouvernement de Manitoba, \$770,678 et le gouvernement de la Colombie anglaise \$37,500 et les Territoires du Nord-Ouest, \$25,000.

D'autres montants sous forme de souscriptions aux parts, actions et prêts, furent avancés par les gouvernements provinciaux et par les municipalités en ajoutant les bonus, le montant total des subsides et aides du gouvernement et des municipalités forment \$49,143,325.

L'état suivant fait voir les avances faites aux chemins de fer construits et en construction, par les gouvernements et les municipalités jusqu'au 30 juin 1894 :—

Gouvernements et municipalités.	Prêts.	Bonus.	Souscription aux actions ou obligations	Total.
Gouvernements.	\$	\$	\$	\$
Puissance.....	16,030,633	137,993,025	.....	154,023,658
Ontario.....	26,000	7,113,538	.....	7,139,538
Québec.....	3,722,956	12,116,790	.....	15,839,746
Nouveau-Brunswick.....	.....	4,333,482	300,000	4,633,482
Nouvelle-Ecosse.....	.....	2,710,545	.....	2,710,545
Manitoba.....	1,855,934	770,678	.....	2,626,612
Colombie anglaise.....	.....	37,500	.....	37,500
Total.....	21,635,523	165,075,558	300,000	187,011,081
Municipalités.				
Ontario.....	380,000	9,247,942	920,500	10,548,442
Québec.....	2,434,000	496,174	1,393,000	4,323,174
Nouveau-Brunswick.....	23,000	273,500	60,000	356,500
Nouvelle-Ecosse.....	.....	269,685	.....	269,685
Manitoba.....	.....	595,600	.....	595,600
Colombie anglaise.....	.....	37,500	.....	37,500
Les Territoires.....	.....	25,000	.....	25,000
Total.....	2,837,000	10,945,401	2,373,500	16,155,901
Grand total.....	24,472,523	176,020,959	2,673,500	203,166,982

374. En conséquence du danger dans lequel se trouvaient les finances provinciales par suite de la pression exercée sur les gouvernements provinciaux, pour aider les chemins de fer locaux (dans la province) le gouvernement de la Puissance, en 1883, se détermina à changer sa politique, qui jusque là avait consisté à accorder de l'aide aux lignes de chemins de fer seules dont le parcours s'étendait dans plus d'une province. Ce changement d'attitude était nécessaire. Les chemins de fer devaient être construits. Les gouvernements provinciaux ne pouvaient les construire sans encourir des dettes. Cela les porta à faire une requête qui, dans l'intérêt du système de gouvernement adopté au Canada devait priver les gouvernements provinciaux de cette indépendance des autorités fédérales qui, d'après nous, devrait être maintenue.

375. Durant la session de 1882, sir Charles Tupper annonça le changement survenu dans la politique du gouvernement et introduisit un bill pourvoyant au vote de subsides à onze chemins de fer. La même ligne de conduite fut suivie dans les sessions suivantes. Le résultat en sera trouvé dans l'état comparatif suivant, complété jusqu'au 30 juin 1894.